

SIVOM DU LITTORAL DES MAURES
CAVALAIRE-SUR-MER – LA CROIX VALMER
Département du VAR Arrondissement de DRAGUIGNAN

DELIBERATION N° 2024-01-05-38

OBJET : APPROBATION DU REGLEMENT DU CIMETIERE INTERCOMMUNAL DE PARDIGON

L'an deux mille vingt-quatre, le 25 novembre à 10h00, les membres du Comité Syndical du SIVOM du littoral des Maures, dûment convoqués le 13 novembre 2024 se sont réunis, dans les locaux du SIVOM, sous la Présidence de M. Philippe LEONELLI, Président du SIVOM du littoral des Maures.

Membres titulaires en exercice : 7

Membres présents :

Philippe LEONELLI, Président, Maire de Cavalaire-sur-Mer
Jean-Paul DUBOIS, Conseiller municipal, Mairie de Cavalaire-sur-Mer
Bernard SALINI, Conseiller municipal, Mairie de Cavalaire-sur-Mer
René CARANDANTE, Adjoint, Mairie de La Croix Valmer
Robert DALMASSO, Adjoint, Mairie de La Croix Valmer
Pierre MONETON, Conseiller municipal, Mairie de La Croix Valmer
Jacques BUTTARD, Conseiller municipal, Mairie de La Croix Valmer

Membre excusé et représenté :

Bernard JOBERT, Vice-Président, Maire de La Croix Valmer, représenté par Jacques BUTTARD

Secrétaire de séance : Pierre MONETON

Le quorum requis étant atteint, le Comité Syndical peut valablement délibérer

Vu la délibération n° 2023-05-074-5 du 22 juin 2023 de la commune de La Croix Valmer relative au transfert de la compétence « gestion funéraire » au SIVOM du littoral des Maures,
Vu la délibération n° 075/2023 du 29 juin 2023 de la commune de Cavalaire-sur-Mer relative au transfert de la compétence « gestion funéraire » au SIVOM du littoral des Maures,
Vu l'arrêté préfectoral n° 272/2023-BCLI du 4 août 2023 portant modification statutaire du SIVOM du littoral des Maures relative au transfert de la compétence « gestion funéraire »,
Considérant que le SIVOM du littoral des Maures exerce la compétence « gestion funéraire » depuis le 1^{er} janvier 2024,
Considérant que la gestion du cimetière intercommunal de Pardigon relève de cette compétence,
Considérant qu'il convient d'approuver le règlement du cimetière intercommunal en lieu et place des règlements des cimetières communaux de Cavalaire-sur-Mer et de La Croix Valmer,

Il est donc proposé aux délégués syndicaux :

- d'APPROUVER le règlement du cimetière intercommunal de Pardigon ci-annexé (cf. annexe 2) à partir du 1^{er} janvier 2025.

**Le Comité Syndical,
Où l'exposé de Monsieur Le Président,
Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité des membres présents :**

- **APPROUVE** le règlement du cimetière intercommunal de Pardigon proposé mais **DEMANDE** que soit rajoutée une disposition relative à l'obligation pour le concessionnaire (ou ses ayant droits) de conserver en bon état de propreté et d'entretien sa concession et à la possible substitution du SIVOM du littoral des Maures en cas de manquement à cette obligation.

POUR EXTRAIT CONFORME
A Cavalaire-sur-Mer,
Les jours, mois et an ci-dessus

Transmis à la Sous-Préfecture le 29 NOV. 2024

Le Président,

Philippe LEONELLI
Maire de Cavalaire-sur-Mer





**Sivom du
littoral des Maures**

REGLEMENT DU CIMETIERE INTERCOMMUNAL DE PARDIGON

Titre I^{er} – Dispositions générales

Article 1 : Destination du cimetière

Le présent règlement s'applique dans le cimetière intercommunal de Pardigon qui fait partie du domaine public des communes de Cavalaire-sur-Mer et de La Croix Valmer et qui est situé chemin des Essarts 83240 Cavalaire-sur-Mer et chemin de la Carrade 83420 La Croix Valmer.

Le SIVOM du littoral des Maures est chargé de sa gestion conformément à l'article L.2213-7 du code général des collectivités territoriales, à la délibération n° 2023-05-074-5 du 22 juin 2023 de la commune de La Croix Valmer relative au transfert de la compétence « gestion funéraire » au SIVOM du littoral des Maures, à la délibération n° 075/2023 du 29 juin 2023 de la commune de Cavalaire-sur-Mer relative au transfert de la compétence « gestion funéraire » au SIVOM du littoral des Maures, à l'arrêté préfectoral n° 272/2023-BCLI du 4 août 2023 portant modification statutaire du SIVOM du littoral des Maures relative au transfert de la compétence « gestion funéraire ».

Article 2 : Affectation des terrains

Le cimetière comprend :

- le terrain commun, affecté à la sépulture des personnes décédées pour lesquelles il n'a pas été demandé de concession ;
- les terrains concédés (« concessions funéraires ») pour y fonder une sépulture privée.

Article 3 : Localisation et registre

Le cimetière est divisé en parcelles affectées chacune à un mode d'inhumation, soit en pleine terre ou en caveaux (souterrains ou aériens).

Pour la localisation des sépultures, il est nécessaire de définir :

- le n° du cimetière
- la division
- la rangée
- le numéro du plan

Les emplacements en terrain commun ou terrain concédé sont attribués par le Président du SIVOM du littoral des Maures. Ainsi, un concessionnaire n'a aucun droit à choisir l'emplacement de sa concession, son orientation ou son alignement.

L'autorité administrative décide également des emplacements des sites cinéraires (columbariums et puits du souvenir), de l'ossuaire et du dépositoire.

Le service « cimetière » du SIVOM tient un registre sur lequel sont portés pour chaque sépulture, les noms, prénoms, dates et lieux de naissance et de décès et la situation de la sépulture conformément au code général des collectivités territoriales.

Le nombre de places occupées et de places disponibles est également noté sur le registre après chaque inhumation ainsi que le mouvement des opérations funéraires effectuées.

Un plan général du cimetière est déposé au SIVOM du littoral des Maures. Il indique notamment les différentes parcelles et rangées ainsi que les numéros des tombes en terrain commun et en terrain concédé.

Article 4 : Dimensions des emplacements

Un terrain de 2,20m de longueur et de 1m de largeur sera affecté à chaque corps adulte.

Pour un corps, la profondeur en pleine terre sera uniformément de 1,50m au-dessous du sol environnant.

Pour deux corps, la profondeur sera de 2m, pour trois corps de 2,50m afin qu'un mètre de terre bien foulée recouvre le dernier cercueil.

Pour quatre corps, la longueur sera de 2,20m, la largeur de 2m et la profondeur de 2m. Pour cinq ou six corps, la profondeur sera de 2,5m.

Les emplacements sont séparés les uns des autres par un passage inter-tombal de minimum de 30 à 40 cm sur les côtés et de 30 à 50 cm en haut et au pied des sépultures. Ces passages appartiennent au domaine public intercommunal et lui sont réservés. Dans l'éventualité où un concessionnaire viendrait à déborder sur cet espace, l'autorité administrative se réserve le droit de lui demander de rétablir les lieux. En revanche, tout concessionnaire peut faire une demande d'autorisation de mise en place de semelle sur ledit espace inter-tombal. Dans l'hypothèse d'une autorisation, le matériau utilisé ne doit pas être glissant, notamment lorsqu'il est mouillé.

Le vide sanitaire est de 1 m.

Article 5 : Décoration et ornement des tombes, plantations

Les tombes en terrain intercommunal pourront être engazonnées ou recevoir une pierre sépulcre sur autorisation du Président.

En application des dispositions des articles L.2223-12 et L.2223-13 du code général des collectivités territoriales, une pierre sépulcrale, des barrières, des vases, des bancs et autres objets peuvent respectivement y être installés, construits ou déposés dans les limites de l'emplacement.

Plantations et engazonnage en partie ou en totalité sont de même autorisés s'ils ne présentent pas de difficulté d'entretien ou de gêne sur les concessions limitrophes.

Les plantations en haute futaie sont interdites sur les tombes en terrain commun comme en terrain concédé. Seuls les arbustes sont tolérés à condition qu'ils ne portent pas atteinte à la surveillance, au passage. Ils ne doivent pas non plus présenter un risque de dégradation de sépulture.

Dans tous les cas, ils doivent être entretenus et ne pas nuire à la décence du cimetière.

Le SIVOM se réserve toute latitude pour faire enlever les objets funéraires dont le mauvais état d'entretien pourrait être la cause d'accident ou qu'il jugerait encombrants, gênants pour la circulation ou pouvant porter préjudice à la morale ou à la décence.

Article 6 : Horaires d'ouverture

Le cimetière intercommunal de Pardigon est ouvert :

- du 1^{er} octobre au 31 mars
 - o du lundi au vendredi de 8h à 18h
 - o les samedis, dimanches et jours fériés de 8h à 19h
- du 1^{er} avril au 30 septembre
 - o du lundi au dimanche (y compris les jours fériés) de 8h à 20h

Titre II : Inhumations

Article 7 : Droit à inhumation

En application de l'article L.2223-3 du code général des collectivités territoriales, la sépulture dans le cimetière intercommunal est due :

- aux personnes décédées sur le territoire de la commune,
- aux personnes domiciliées sur le territoire de la commune,
- aux personnes ayant droit à l'inhumation dans une sépulture de famille ou une sépulture collective,
- aux Français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrits ou remplissent les conditions pour être inscrits sur la liste électorale de celle-ci.

Toutefois, le Président du SIVOM du littoral des Maures peut autoriser, à titre exceptionnel et chaque fois qu'il jugera convenable, l'inhumation dans le cimetière intercommunal de Pardigon de personnes n'entrant pas dans les catégories ci-dessus indiquées mais démontrant des liens particuliers avec les communes de Cavalaire-sur-Mer et/ou La Croix Valmer.

L'inhumation d'animaux est interdite dans le cimetière.

Article 8 : Autorisation d'inhumation

Conformément aux articles R.2213-31 à R.2213-33 du code général des collectivités territoriales, aucune inhumation ne peut être effectuée dans le cimetière intercommunal de Pardigon sans autorisation d'inhumer dûment délivrée par le Président du SIVOM du littoral des Maures.

Cette autorisation est délivrée au vu de l'acte de décès et de l'autorisation de fermeture du cercueil et, le cas échéant, de l'autorisation de transport du corps.

Article 9 : Opérations préalables aux inhumations

L'ouverture de la sépulture doit être effectuée au moins 24 heures avant l'inhumation.

La sépulture sera alors bouchée par des plaques jusqu'au dernier moment précédant l'inhumation.

Article 10 : Déroulement de l'inhumation

Les inhumations ne peuvent être effectuées qu'en période diurne. Les inhumations de nuit, avant la levée du jour ou après la tombée de la nuit, sont interdites.

Lorsque l'inhumation a lieu dans un caveau, un entrepreneur des pompes funèbres choisi par la famille et dûment habilité, procède à son ouverture, en présence éventuelle d'un représentant du SIVOM. Elle doit être pratiquée au moins 24 heures avant l'inhumation planifiée, afin de permettre tous travaux nécessaires demandés par la famille. Ces travaux sont à la charge de la famille concernée. L'entreprise habilitée qui effectuera les travaux sera choisie par cette même famille.

Lorsqu'un corps est déposé en caveau, celui-ci est immédiatement isolé par une dalle scellée. Dans l'hypothèse où les dimensions exceptionnelles du cercueil, son état ou celui du caveau nécessite des travaux complémentaires incontournables, il est donné possibilité aux familles de déposer provisoirement le corps du défunt dans le caveau provisoire. Les frais inhérents à ces actes sont à la charge de la famille du défunt. Si ce dépôt excède 6 jours, le cercueil doit être hermétique (Décret Ministériel 2024-790 du 10/07/2024).

Article 11 : Périodes et horaires des inhumations

Aucune inhumation n'a lieu le dimanche, les jours fériés ainsi que le 31 octobre. Le convoi ne peut pas se présenter moins d'une heure avant la fermeture des portes du cimetière.

Article 12 : Inhumation en pleine terre

Tout creusement de sépulture en pleine terre doit être étayé solidement et entouré de bastinges pour consolider les bords au moment de l'inhumation.

Cette opération doit être réalisée par une entreprise de pompes funèbres.

Article 13 : Inscriptions sur les tombes

Tout particulier peut, en application de l'article L.2223-12 du code général des collectivités territoriales, sans autorisation préalable, faire placer sur la sépulture d'un parent ou d'un ami une pierre sépulcrale ou autre signe distinctif de sépulture en se conformant aux exigences du présent règlement.

Nonobstant, l'autorité administrative, en vertu de ses pouvoirs de police, est cependant en droit de s'opposer à l'établissement d'un monument, d'un signe ou d'une inscription funéraire pour des motifs tirés de la décence, du respect dû aux morts, de la sûreté, de la tranquillité ou de la salubrité publique.

En application de l'article R.2223-8 du code général des collectivités territoriales, aucune inscription ne peut être placée, aucune inscription ne peut être supprimée ou modifiée sur les croix, pierres tombales et monuments funéraires sans avoir été autorisée par l'autorité administrative. Cette autorisation sera sollicitée au moins 48 heures à l'avance.

L'héritier d'un caveau peut faire ajouter son nom à celui du concessionnaire, à la condition de fournir les pièces nécessaires au contrôle de son identité et de ses droits sur la sépulture ; en aucun cas le nom du concessionnaire ne peut être enlevé.

Les noms, prénoms et années de naissances et de décès des personnes inhumées peuvent être indiqués de façon lisible et durable sur la tombe, aux conditions indiquées précédemment ; il en sera de même pour d'autres inscriptions (épitaphes, poèmes...).

Si des inscriptions en langues étrangères ou en langues mortes sont souhaitées par les proches du défunt, la demande d'autorisation devra être accompagnée d'une traduction fidèle établie par un traducteur agréé près des tribunaux.

CHAPITRE 1^{ER} : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SEPULTURES EN TERRAIN COMMUN

Article 14 : Mise à disposition gratuite

Les terrains communs réservés par le SIVOM du littoral des Maures pour les inhumations sont mis à disposition à titre gratuit.

Le SIVOM se charge de l'entourage et de la pose d'une plaque d'identification de la sépulture pour les personnes dépourvues de ressources suffisantes.

En contrepartie les bénéficiaires s'engagent à entretenir et garder en bon état de propreté l'emplacement dédié. Aucune construction n'y est autorisée.

Article 15 : Durée de mise à disposition :

La durée de mise à disposition est de cinq ans (sauf durée supérieure conseillée par l'étude hydrogéologique). Les familles ne pourront se prévaloir d'une autre durée, même si le délai de cinq ans est expiré.

Article 16 : Monument et signes funéraires

Les tombes en terrain commun peuvent recevoir une pierre sépulcrale ou un signe indicatif de sépulture.

En revanche, aucune construction de type caveau n'y est autorisée (sauf préconisation de l'étude hydrogéologique).

Article 17 : Attribution des emplacements

Une inhumation en terrain commun est faite en fosse individuelle, soit dans un emplacement nouvellement ouvert à l'exploitation, soit dans une fosse précédemment exploitée et de laquelle a été exhumé le corps qu'elle contenait.

Les emplacements attribués sont fixés par l'autorité administrative selon l'ordre de décès.

Chaque fosse en terrain commun ne peut recevoir qu'un seul cercueil dans lequel le nombre de corps autorisé est fixé par l'article R.2213-16 du code général des collectivités territoriales.

Chaque fosse porte un numéro distinct.

Article 18 : Inhumation en tranchée

En cas d'épidémie ou en cas de force majeure qui entraînerait un nombre anormalement élevé de décès, l'autorité administrative peut autoriser les inhumations en tranchées dans des emplacements spéciaux, les unes à la suite des autres sans qu'il puisse être laissé des emplacements vides. Dans le cas présent, les fosses devront faire une profondeur de 1,50m et les cercueils espacés de 20cm.

Article 19 : Reprise des emplacements en terrain commun

A l'expiration d'un délai minimum de 5 ans, le SIVOM du littoral des Maures pourra reprendre l'emplacement. Pour ce faire, il procédera à l'exhumation des restes du défunt. Ceux-ci seront déposés dans un reliquaire placé à l'ossuaire ou pourront faire l'objet d'une crémation en l'absence d'opposition connue ou attestée du défunt.

L'acte administratif du Président du SIVOM décidant de reprendre un emplacement ne sera pas notifié individuellement, mais fera l'objet d'une publication par voie d'affichage.

Les cendres sont alors déposées dans un columbarium, dans l'ossuaire ou encore répandues dans le puits cinéraire.

Les restes des personnes qui avaient manifesté leur opposition à la crémation sont distingués au sein de l'ossuaire.

Lors d'une reprise administrative des tombes par le SIVOM du littoral des Maures, les objets funéraires déposés sur les sépultures doivent être repris par leurs propriétaires dans un délai de trois mois à dater de la publication de la décision du Président du SIVOM annonçant la reprise des tombes ; à défaut, le SIVOM les fera enlever et en deviendra propriétaire.

Les noms des personnes exhumées seront consignés dans un registre tenu à la disposition du public.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SEPULTURES EN TERRAIN CONCEDE

Article 20 : Concessions

Autant que l'étendue du cimetière intercommunal et le nombre de décès par an l'autorisent, le SIVOM du littoral des Maures peut concéder des terrains aux personnes qui désirent se réserver un emplacement pour y fonder une sépulture individuelle, collective ou de famille, afin d'y inhumer des cercueils et des urnes. En raison du manque d'emplacement, l'autorité administrative peut se réserver le droit de mise à disposition uniquement lorsqu'un décès intervient.

Les terrains concédés sont spécialement affectés à cet usage.

Article 21 : Durée des concessions

Les durées de concession et les tarifs en vigueur sont établis par le Comité Syndical du SIVOM du littoral des Maures.

Les différents types de concessions des cimetières sont les suivants :

- concessions temporaires de 5 ans (réservé aux personnes sans ressources)
- concessions temporaires de 10 ans
- concessions temporaires de 15 ans
- concessions temporaires de 30 ans
- concessions de cases de columbarium d'une durée de 15 ans ou 30 ans.

Article 22 : Attribution des concessions

Les concessions sont attribuées par décision du SIVOM du littoral des Maures.

Toute attribution d'une concession est subordonnée au règlement de son prix, fixé par délibération du comité syndical.

Ont droit à bénéficier d'une concession les personnes désignées sur l'article 7 du présent règlement. Il est tenu au SIVOM du littoral des Maures un registre sur lequel sont notés notamment le numéro de la concession, sa situation dans le cimetière, sa durée, le nom du concessionnaire et la date d'attribution de la concession.

Ces indications sont identiques à celles portées sur l'acte de concession remis au concessionnaire.

Une concession ne peut être accordée qu'à une seule personne physique, appelée le fondateur.

Article 23 : Types de concessions funéraires

Quand la concession est consentie pour la sépulture du seul titulaire de la concession, elle est dite « individuelle ».

Quand l'acte de concession énumère les différentes personnes qui auront droit à la sépulture et elles seules, y compris le titulaire de la concession sur l'emplacement concédé, la concession est dite « collective ».

Quand la concession est consentie pour la sépulture du titulaire de la concession et des membres de sa famille (les ascendants, les descendants, les parents, son conjoint, son enfant adoptif), elle est dite « de famille », étant entendu que le concessionnaire peut également y faire inhumer des personnes étrangères à la famille mais unies à elle par des liens particuliers d'affection et qu'il demeure le régulateur du droit à être inhumé dans sa concession.

Article 24 : Nombre d'inhumations pouvant être effectuées dans une même concession

Si la concession est une concession individuelle, une seule inhumation peut y être effectuée.

Si la concession est une concession collective, peuvent être pratiquées les inhumations des personnes nommément désignées dans l'acte et dans la limite de la capacité de la concession.

Dans ces deux premiers cas, seules peuvent être inhumées les personnes indiquées à l'exclusion de toute autre, sauf modification du contrat de concession qui ne peut être demandée que par son fondateur.

Si la concession est une concession de famille et si un caveau a été construit, il peut être effectué autant d'inhumations qu'il y a de places dans le caveau.

S'il s'agit d'une sépulture en pleine terre, de nouvelles inhumations peuvent être pratiquées en nombre indéterminé. En revanche, toute nouvelle inhumation devra être effectuée dans un délai minimum de 5 ans après la précédente et sous réserve que le corps précédemment inhumé soit suffisamment consumé et en fonction des préconisations de l'étude hydrogéologique.

L'autorité administrative s'assure lors de chaque demande d'inhumation dans une concession que la demande est conforme aux dispositions arrêtées de son vivant par le concessionnaire relatives au droit à être inhumé dans sa concession.

Les ayants droit du fondateur sont toujours tenus au respect des volontés de ce dernier quant à l'affectation de la concession.

Article 25 : Réunion ou réduction de corps

Le concessionnaire (ou ses ayants droit) a, en outre, la possibilité de procéder dans un même emplacement à une réunion de corps de la personne anciennement décédée et inhumée dans ladite case et de la personne nouvellement décédée, sous réserve que le corps précédemment inhumé soit inhumé depuis cinq ans au moins et qu'il soit suffisamment consommé. Dans ces conditions, les restes du défunt sont réunis dans un reliquaire ou boîte à ossements qui est déposé à côté du corps de la nouvelle personne inhumée.

La réunion ou la réduction de corps ne sera autorisée que sous réserve du respect des règles afférentes aux autorisations d'exhumation et d'une demande formulée au moins 48 heures à l'avance par le ou les titulaires de la concession.

Article 26 : Inhumation et scellement d'urnes

A l'intérieur d'un caveau, il peut être déposé autant d'urnes que le concessionnaire (ou ses ayants droit) le demande dans la limite de sa capacité. Le même principe est appliqué aux concessions en pleine terre.

Aucune urne ne peut être déposée dans un cercueil lors de la mise en bière. Aucune cendre ne peut non plus être dispersée sur ou dans une concession.

Il est possible de faire sceller une urne sur un monument. Ce scellement est subordonné à une demande d'autorisation déposée au moins 48 heures à l'avance. L'autorisation du scellement d'une urne sur un monument funéraire implique l'accord exprès de tous les titulaires de la sépulture. Les opérations de scellement doivent être opérées sous le contrôle de l'autorité administrative.

Aucune matière dégradable ne sera autorisée.

Article 27 : Acte de concession

L'acte de concession précise notamment les noms, prénoms et adresse de la personne à laquelle la concession est accordée, c'est-à-dire son fondateur.

Il indique aussi l'emplacement de la sépulture (par carré et numéro), sa surface, sa nature (caveau aérien ou sous terrain, pleine terre...) et la catégorie de concession.

Les actes de concession sont délivrés par le Président du SIVOM.

Article 28 : Dimension des terrains concédés

La dimension minimum d'un emplacement sera de 2,25 m² pour des emplacements souterrains de 2 à 3 places ou aériens d'une seule personne.

Cette superficie est portée à 4,40 m² pour des caveaux aériens 2 places ou souterrains 4, 6 ou 8 places.

Article 29 : Renouvellement des concessions

Les concessions sont indéfiniment renouvelables conformément aux dispositions de l'article L. 2223-15 du code général des collectivités territoriales.

Le renouvellement d'une concession ne peut être demandé qu'à l'année d'expiration de celle-ci et dans un délai maximum de deux ans après expiration. Passé ce délai, le Président du SIVOM se réserve le droit de reconduire la concession ou d'en pratiquer une rétrocession administrative.

Le renouvellement doit rester une préoccupation du concessionnaire ou de ses ayants droit. Il se doit d'informer le SIVOM du littoral des Maures de tout changement (adresse, héritiers...) et de veiller à son renouvellement.

Dans l'éventualité où une demande d'inhumation devait être faite dans un délai inférieur à 5 ans avant expiration de la durée de concession, il sera demandé au concessionnaire de renouveler par anticipation ladite concession. Le tarif qui sera appliqué sera celui en vigueur. Ce renouvellement ne prendra effet qu'à la date anniversaire de la concession.

Dans un cas normal, le renouvellement d'une concession prendra effet le lendemain de l'expiration de la concession initiale. Le renouvellement implique la rédaction d'un nouvel acte, son paiement se fera au tarif en vigueur à la date de rédaction du nouvel acte.

Dans tous les cas, le renouvellement de la concession ne peut être demandé que par le concessionnaire ou ses ayants droit.

Article 30 : Conversion des concessions

La conversion de durée d'une concession de plus longue durée est autorisée. La conversion vers une durée plus courte ne pourra, sauf circonstances exceptionnelles, être acceptée.

Lorsqu'une conversion de plus longue durée sera demandée avant expiration de la concession, elle sera effectuée au tarif en vigueur à la date de la demande. Déduction du temps restant à courir jusqu'à l'échéance initiale sera effectuée.

Article 31 : Individualisation des concessions

Tout emplacement concédé, construit ou non, devra faire l'objet d'une individualisation apparente et visible. Il sera de même indiqué sur le lieu concédé, le numéro d'ordre de l'année et de la durée d'acquisition de la concession.

Article 32 : Droits attachés aux concessions

Tout terrain concédé ne peut être dévolu qu'à la sépulture du concessionnaire (emplacement individuel), de lui-même et/ou des personnes nommées sur l'acte (concession collective), de lui-même et/ou des personnes liées à sa famille (concession familiale).

Conformément au principe de la domanialité publique, le concessionnaire n'a aucun droit de vendre le terrain qui lui a été concédé, cette concession étant personnelle, précaire, révocable et inaliénable.

Le concessionnaire peut, par un acte de donation devant notaire, faire une donation de sa concession à une personne n'appartenant pas à sa famille et ne jouissant pas du droit à être inhumé. Ainsi, le légataire pourra obtenir ladite concession.

Dans le cas d'une concession non utilisée, le concessionnaire peut donner cette dernière à un membre de sa famille ou à un tiers. Un nouvel acte de concession sera établi et ratifié par le Président du SIVOM.

Le concessionnaire peut également disposer de sa concession par testament. Il peut désigner les personnes ayant droit à inhumation dans sa concession. Il peut léguer sa concession à l'un de ses héritiers par le sang. Dans le cas où aucune instruction testamentaire n'a été déposée, les ayants droit seront les héritiers naturels en état d'indivision perpétuelle.

Dans le cas d'une indivision, les héritiers jouissent de la concession sans pouvoir en provoquer la division ou le partage. En revanche, ils peuvent désigner par acte régulier celui d'entre eux qui sera titulaire de la nouvelle concession. Dans la mesure où le nouveau concessionnaire respecte les clauses d'utilisation de la concession il ne sera pas obligé d'obtenir le consentement de l'ensemble des héritiers (co-indivisaires). Dans le cas contraire il devra obtenir l'aval de l'ensemble des co-indivisaires.

L'épouse d'un concessionnaire d'une sépulture familiale a plein droit d'être inhumée dans cette dernière sauf si le concessionnaire a laissé des instructions contraires formellement exprimées.

Tout co-indivisaire peut, sans l'assentiment des autres, user de la concession pour la sépulture de son conjoint et de lui-même, et de ses descendants et leurs conjoints. Les successeurs aux biens du concessionnaire (légataire universel ou à titre universel) peuvent être inhumés dans la concession quand le concessionnaire est décédé sans laisser d'héritiers réservataires.

Lorsque tous les ayants droit se désistent au profit d'un des héritiers qui deviendra bénéficiaire de la concession, ce dernier devra produire un document officiel établissant la généalogie du concessionnaire décédé pour justifier et appuyer les désistements de ses cohéritiers.

Si le concessionnaire est décédé sans laisser d'héritier, et s'il n'a pas légué testamentairement sa concession, alors aucune autre inhumation que la sienne ne pourra être effectuée. Aucune autre inhumation ne sera autorisée dans sa concession.

Article 33 : Entretien des sépultures

Le concessionnaire s'engage à assurer pendant toute la durée de la concession le bon entretien de la sépulture et la solidité du monument et du caveau qu'il pourrait y faire construire afin qu'il ne soit pas nui à la décence du cimetière ni à la sécurité des personnes et des biens.

Compte tenu de leurs pouvoirs de police respectifs, les Maires des communes de la Croix Valmer et de Cavalaire-sur-Mer et le Président du SIVOM du littoral des Maures ont toute latitude pour mettre en demeure un concessionnaire, ses ayant-droits ou toute personne qui a la charge d'entretenir la sépulture dans le cadre d'un manquement flagrant de son entretien.

Ainsi, si cette dernière présente un état général susceptible de heurter la décence du cimetière ou présente un danger pour les personnes et les biens, ils pourront faire constater les faits et imposer aux intéressés la remise en état de la sépulture dans un délai de 2 mois. A défaut, le SIVOM du Littoral des Maures sera chargé de cette remise en état et les frais incomberont aux héritiers, ayant-droits ou toute personne qui a la charge d'entretenir la sépulture.

Article 34 : Inhumation dans un terrain concédé

Aucune inhumation ne peut avoir lieu dans un terrain concédé sans une autorisation d'inhumer délivrée par le Maire de la commune de Cavalaire-sur-Mer ou de La Croix Valmer. A cette fin, les déclarants produisent leur titre de concession, justifient de leur qualité et du droit du défunt à une sépulture dans la concession.

Les inhumations en terrain concédé peuvent avoir lieu en pleine terre ou en caveau sous réserve des résultats de l'étude hydrogéologique.

Aucune inhumation ne sera acceptée dans un tombeau dont la construction n'est pas achevée ou qui ne présente pas toutes les garanties pour la sécurité et la santé publiques.

Article 35 : Caractéristiques des caveaux et monuments

Les concessionnaires devront soumettre à l'administration du SIVOM du littoral des Maures leurs projets de caveaux et de monuments qui devront respecter les conditions prescrites par le présent règlement. En aucun cas, les signes funéraires ne devront dépasser les limites de terrain concédé. Cette demande écrite devra être transmise au moins 1 semaine à l'avance.

Pour leur édification, les concessionnaires établissent leurs constructions, clôtures et plantations dans les limites du terrain concédé. Toutefois, peut être autorisée la pose d'une semelle autour du caveau sur l'espace inter-tombes.

Le concessionnaire ou les entrepreneurs qui veulent construire un caveau ou un monument doivent au préalable, au moins 48 heures à l'avance :

- 1°) déposer au responsable du cimetière un ordre d'exécution signé par le concessionnaire ou son ayant droit et portant la mention de la raison sociale ou du nom de l'entrepreneur, ainsi que la nature des travaux à exécuter,
- 2°) solliciter une autorisation indiquant la nature et les dimensions des ouvrages (dossier technique), la durée prévisionnelle des travaux (étant entendu que ces derniers devront être conduits avec célérité, ne devront souffrir d'aucune interruption ni dépasser trois mois, sauf justification particulière),
- 3°) faire procéder à un état des lieux avant et après travaux par le responsable du cimetière.

La procédure ci-dessus indiquée sera identique pour des travaux de remise en état ou d'exhaussement.

Les entrepreneurs seront tenus de se conformer à l'alignement et au nivellement donné par le représentant de l'autorité administrative.

En cas de dépassement de ces limites et usurpations au-dessus ou au-dessous du sol, les travaux seront immédiatement suspendus et la démolition devra être immédiatement exécutée.

Le SIVOM surveillera les travaux de construction de manière à prévenir tout ce qui pourrait nuire aux sépultures voisines, mais il n'encourra aucune responsabilité en ce qui concerne l'exécution de ces travaux et les dommages causés aux tiers.

Dans tous les cas, les concessionnaires ou constructeurs devront se conformer aux indications qui leur seront données par les agents du SIVOM même postérieurement à l'exécution des travaux.

Dans le cas où malgré indications et injonctions, notamment en ce qui concerne les normes techniques qui lui seront données, le constructeur ne respecterait pas la superficie concédée et les normes imposées, l'administration syndicale pourra faire suspendre immédiatement les travaux. Ces derniers ne pourront être continués que lorsque le terrain usurpé aura été restitué. Le cas échéant, la démolition des travaux commencés ou exécutés sera entreprise d'office par le SIVOM, aux frais du contrevenant.

Article 36 : Rétrocession au SIVOM du littoral des Maures

Le SIVOM du littoral des Maures peut accepter la rétrocession à titre gratuit ou onéreux de terrain concédé non occupé et libre de construction. La concession devra de même être nivelée. Le SIVOM peut refuser cette rétrocession.

La décision d'acceptation de rétrocession fera l'objet d'une décision du Président du SIVOM.

Dans le cas où un monument ou un caveau serait présent, il revient gratuitement au SIVOM qui se réserve le droit d'en disposer.

Si la rétrocession est faite à titre onéreux, le remboursement par le SIVOM porte sur la part qui lui est revenue lors de la vente de la concession, la part éventuellement attribuée au centre communal d'action sociale restant définitivement acquise à ce dernier.

Pour les concessions délivrées pour un temps déterminé, la rétrocession donne lieu à un remboursement prorata temporis.

Pour les concessions perpétuelles, l'autorité administrative fera une proposition au titulaire sollicitant une rétrocession. Cette proposition sera définitive et non négociable.

Le SIVOM n'accepte la rétrocession que si le terrain faisant l'objet de la rétrocession est libre de corps et a été nivelé.

Si un caveau ou un monument a été construit, celui-ci revient gratuitement au SIVOM.

Seul le fondateur est autorisé à solliciter la rétrocession. Après le décès du fondateur, la rétrocession ne peut être demandée. Il en est de même pour toute proposition d'abandon de la concession au profit du SIVOM.

Article 37 : Reprise des concessions non renouvelées

Lorsqu'une concession expire, le SIVOM du littoral des Maures ne peut la reprendre qu'après un délai de 2 ans après la date d'expiration.

Si la concession n'a pas été renouvelée et que cette dernière fait l'objet d'une reprise, le SIVOM n'est pas tenu de publier un avis de reprise des terrains ni de la notifier à l'ex-concessionnaire ou à ses ayants droit ; il n'est pas non plus tenu d'aviser l'ex-concessionnaire ou ses ayants droit de la date d'exhumation des restes de la personne ou des personnes inhumées dans la concession, la présence de la famille lors de l'exhumation n'étant pas nécessaire.

Les familles peuvent en justifiant de leurs droits reprendre les signes funéraires, pierres tombales et autres objets qu'elles auraient placés sur les sépultures.

A défaut pour les familles de réclamer à l'issue de cette période de deux années les objets leur appartenant, ces derniers intègrent immédiatement le domaine privé intercommunal. Le SIVOM disposera de ces derniers à sa guise. Il pourra le cas échéant les revendre et profiter du produit de leur vente.

Le SIVOM peut de même laisser les constructions présentes sur la sépulture et les céder à titre gratuit ou onéreux à un nouveau concessionnaire. Les inscriptions permettant d'identifier l'ancien concessionnaire devront préalablement avoir été effacées.

Là encore, si un caveau ou un monument a été construit, celui-ci revient gratuitement au SIVOM.

Lors de la reprise des terrains par le SIVOM, les restes mortels que les sépultures contiendraient encore et qui n'auraient pas été réclamés par les familles seront recueillis dans une boîte à ossements et déposés dans l'ossuaire du cimetière, ou crématisés.

Article 38 : Reprise des concessions de plus de trente ans en état d'abandon

Lorsqu'une concession (quel que soit sa durée) a cessé d'être entretenue après une période de trente ans à compter de son attribution, et qu'aucune inhumation n'y a été effectuée depuis dix ans, le Président du SIVOM peut mettre en œuvre une procédure d'abandon si cet état présente un trouble au bon ordre et à la décence du cimetière. Cette procédure est régie par les articles L.2223-17 à L.2223-18 et R.2223-12 à R.2223-23 du code général des collectivités territoriales.

Les restes mortuaires trouvés dans la concession sont déposés dans une boîte à ossements puis dans l'ossuaire ou crématisés.

Les noms de personnes déposées en ossuaire sont inscrits dans un registre tenu à la disposition du public ; ils pourront également être gravés sur la dalle ou les cloisons de l'ossuaire.

Titre III : Le dépôt temporaire

Le SIVOM du littoral des Maures met à disposition des familles un caveau provisoire destiné à accueillir temporairement, et après mise en bière, les corps des personnes en attente de sépulture dans le cimetière intercommunal ou en attente d'être transportées hors territoire.

La demande est faite par un membre de la famille du décédé ou par une personne ayant qualité pour agir. Elle est subordonnée à autorisation du Président du SIVOM. La demande précise la durée du dépôt. Si ce dernier doit excéder 6, le cercueil devra être hermétique.

Si au cours du dépôt, le cercueil donne lieu à des émanations dangereuses pour la santé publique, le Président du SIVOM du littoral des Maures peut ordonner l'inhumation en terrain commun. Les frais incombent à la famille.

La durée du dépôt ne peut être supérieure à 1 mois. Passé ce délai, une nouvelle autorisation devra être établie. Elle ne sera accordée que si elle ne présente aucune gêne au bon ordre du cimetière. Dans le cas contraire, le Président du SIVOM pourra demander à faire inhumer le corps dans le cimetière commun ou le faire crématiser après avis demandé à la famille. Les frais incombent à cette dernière.

Seul le caveau provisoire du cimetière peut être affecté aux dépôts provisoires cités ci-avant. En aucun cas un concessionnaire ou entrepreneur funéraire ne peut proposer un tel dispositif à un titre personnel.

Titre IV : Exhumations

Article 39 : Demande d'exhumation

Aucune exhumation ne peut avoir lieu sans autorisation du Président du SIVOM du littoral des Maures.

La demande d'exhumation doit être faite par le plus proche parent de la personne défunte. Celui-ci doit justifier de son état civil, de son domicile et de la qualité en vertu de laquelle il formule sa demande.

En cas de désaccord, l'autorisation ne pourra être délivrée qu'après une décision du juge judiciaire.

Article 40 : Conditions d'exécution des opérations d'exhumation

Aucune exhumation ou réinhumation, sauf celles ordonnées par l'autorité judiciaire, ne peuvent avoir lieu sans l'autorisation préalable du Président du SIVOM.

La demande d'exhumation devra être formulée par le plus proche parent du défunt. En cas de désaccord entre les parents, l'autorisation ne pourra être délivrée qu'après décision des tribunaux.

Cette demande sera déposée auprès du SIVOM du littoral des Maures. Elle ne doit remettre en cause les vœux exprimés par le défunt ou son intention présumée quant au mode d'inhumation.

La demande indique les noms, prénoms, date et lieu de décès de la personne à exhumer ainsi que le lieu de réinhumation. Elle précisera de même les noms, prénoms, adresses, signatures et degré de parenté du demandeur d'exhumation se portant fort pour les autres ayants droit. Dans le cas où plusieurs personnes peuvent revendiquer le corps, alors chacun d'entre eux devra produire le même document de manière individuelle.

Après avoir prouvé sa qualité de plus proche parent du défunt par la production notamment d'un certificat d'hérédité, le pétitionnaire atteste sur l'honneur soit qu'il n'existe pas de plus proche parent au même degré que lui, soit qu'aucun des parents au même degré que lui n'est susceptible de s'opposer à l'exhumation. En cas de désaccord entre eux, les opérations d'exhumation sont différées jusqu'à la décision des tribunaux compétents.

Les demandes d'exhumation de corps dans une concession et de réinhumation dans une autre concession est accompagnée des autorisations des concessionnaires respectifs ou de leurs ayants droit.

La réinhumation en terrain commun des corps précédemment inhumés dans une concession est interdite.

Les exhumations et réinhumations ont lieu le matin avant 9 heures.

Le Président du SIVOM peut prendre des mesures particulières si l'intérêt de la salubrité l'exige, sans préjudice des prescriptions générales.

Les exhumations des corps des personnes décédées d'une maladie contagieuse sont effectuées au plus tôt un an après la date du décès.

L'ouverture de la fosse a lieu la veille de l'exhumation ; les familles feront enlever les objets et signes funéraires 48 heures à l'avance.

Les exhumations sont faites en présence du fonctionnaire de police délégué ou d'un représentant de la police municipale assermenté, d'un fonctionnaire ou agent du SIVOM qui s'assurera de l'identité du corps et de l'appartenance des tombes, et d'un parent ou d'un mandataire de la famille. Si le parent ou le mandataire dûment avisé du jour et de l'heure de l'exhumation n'est pas présent, l'opération n'a pas lieu.

Le fonctionnaire de police délégué ou le représentant de la police municipale accompagne le corps exhumé et assiste à la réinhumation si la réinhumation a lieu dans le cimetière.

La constatation des exhumations, transferts et réinhumations de corps est faite par procès-verbal signé du fonctionnaire de police délégué ou du représentant de la police municipale. Ce procès-verbal est annexé à la demande d'exhumation.

Chaque fois qu'il est procédé à une exhumation de corps inhumé depuis moins de cinq ans, le cercueil mis à jour, la fosse et le sol environnant sont aspergés d'une solution désinfectante ainsi

que les outils, les mains des fossoyeurs et les vêtements spéciaux qu'ils auront vêtus pour cette opération. Les frais de désinfection sont à la charge des familles.

Lorsque le cercueil est trouvé en bon état de conservation au moment de l'exhumation, il ne peut être ouvert que s'il s'est écoulé cinq ans depuis le décès.

Lorsque le cercueil est trouvé détérioré, le corps est placé dans un autre cercueil ou dans une boîte à ossements que la famille devra fournir.

Si le corps est destiné à être transporté dans une autre commune, le cercueil exhumé doit être mis dans une nouvelle bière ; si le cercueil a disparu et si les restes du corps exhumé sont réduits à des ossements, ceux-ci doivent être déposés dans une nouvelle bière aux dimensions réduites.

Si des objets, quelle que soit leur valeur, ont été déposés dans la tombe ou le cercueil, les membres des familles assistant à l'exhumation ne sont pas autorisés à les reprendre sur place, même après justification de leur qualité d'héritiers. Le service cimetière les conservera puis les remettra au notaire chargé de régler la succession du défunt accompagné d'une copie de l'inventaire. Si aucune demande n'est effectuée par la famille, alors les objets seront placés dans le nouveau cercueil ou la boîte à ossements.

Tous les frais d'exhumation et de réinhumation sont à la charge des demandeurs.

Les personnes chargées de procéder aux exhumations devront utiliser les moyens appropriés (vêtement, produits de désinfection...) pour effectuer les exhumations aux meilleures conditions d'hygiène.

Un registre spécial ossuaire enregistre l'ensemble des coordonnées de la sépulture.

Article 41 : Exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire

Les dispositions des articles précédents ne s'appliquent pas aux exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire.

Titre V : Sites cinéraires

Des columbariums sont mis à disposition des familles pour leur permettre d'y disposer les urnes, conformément à l'article L.2223-1 du code général des collectivités territoriales.

Le columbarium est divisé en cases exclusivement destinées à recevoir les urnes cinéraires.

Les cases du columbarium sont fermées par des plaques laissées au choix des familles ainsi que la gravure, après autorisation du service cimetière du SIVOM du littoral des Maures. Dans les nouvelles tranches de columbariums, les plaques sont préinstallées et ne peuvent pas être gravées. En revanche, lors de la rétrocession éventuelle de l'emplacement, le SIVOM sera en droit de demander un dédommagement afin de changer la plaque gravée avant le 1^{er} janvier 2025 (en vue de sa nouvelle mise à disposition).

Tout columbarium mis à disposition à partir du 1^{er} janvier 2025 devra comporter les éléments d'identification du défunt via un dispositif amovible qui ne portera pas préjudice à l'intégrité de la plaque.

A la demande de toute personne ayant qualité pour pouvoir aux funérailles et après autorisation délivrée par le Président, l'urne est déposée dans une sépulture, dans une case de columbarium ou scellée sur un monument funéraire de manière durable et dans un matériau inaltérable.

Un site cinéraire est prévu pour la dispersion des cendres à l'intention des personnes qui en ont manifesté la volonté.

Il est entretenu et décoré par le SIVOM. Un espace est réservé aux dépôts de fleurs. Les cendres sont dispersées dans le site cinéraire sous le contrôle du responsable funéraire.

Pour les familles qui le désirent, un monument commémoratif permet la gravure de l'identité de leur défunt dont les cendres ont été dispersées dans le puits cinéraire.

Aucune dispersion au sein du cimetière et ailleurs qu'au puits cinéraire ne sera tolérée sous peine de poursuites.

TITRE VI : Travaux

Article 42 : Dispositions générales

Les concessionnaires et entrepreneurs sont tenus de se conformer aux dispositions du présent règlement lorsqu'ils exécutent des travaux sur les caveaux et monuments funéraires.

Ils aviseront le service cimetière du SIVOM de la date et de la durée de leur intervention.

Les travaux devront être réalisés durant les heures d'ouverture du cimetière.

Ils sont toutefois interdits les samedis, dimanche et jours fériés, sauf en cas d'urgence et uniquement sur autorisation.

Article 43 : Conditions d'exécution des travaux

Les travaux seront exécutés de manière à ne pas porter atteinte à la sécurité publique, ni à gêner la circulation dans les allées du cimetière, ni à nuire aux tombes voisines.

Les concessionnaires et entrepreneurs sont responsables des dommages qu'ils pourraient causer à l'occasion de la réalisation des travaux.

- ***Travaux de construction ou de réparation d'un caveau ou monument funéraire***

Les fouilles faites pour la construction des caveaux et monuments sur les terrains concédés devront, par les soins des constructeurs, être entourées de barrières ou défendues au moyen d'obstacles visibles et résistants afin d'éviter tout danger.

Les travaux seront exécutés de manière à ne compromettre en rien la sécurité publique ni gêner la circulation dans les allées.

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour respecter la réglementation à ce sujet notamment le décret n°65-48 du 08 janvier 1965 et plus particulièrement les points suivants :

-Article 66 : « les fouilles de plus de 1,30m de profondeur de la largeur inférieure au 2/3 de la hauteur doivent être blindées. Ces blindages doivent suivre l'avancement des travaux. »

-Article 73 : « Il faut aménager une berme de 40 cm, dégagée en permanence de tout dépôt. »

-Article 75 : « Les fouilles en tranchées ou en excavation doivent comporter les moyens nécessaires à une évacuation rapide des personnes, par exemple une échelle à proximité de la zone de travaux. »

-Article 76 : « lorsque les travailleurs sont appelés à franchir une tranchée de plus de 40 cm de largeur, les moyens de passages doivent être mis à leur disposition. »

Les entrepreneurs devront nettoyer avec soin les abords des ouvrages et réparer, le cas échéant, les dégradations commises par eux sur les allées ou les plantations.

En cas de défaillance des entreprises et après sommation, les travaux de remise en état seront effectués par le SIVOM du littoral des Maures aux frais des entrepreneurs sommés.

Le sciage et la taille de pierre sont interdits dans l'enceinte du cimetière. Seuls les matériaux déjà travaillés sont autorisés à entrer.

Aucun dépôt temporaire ne sera toléré et les matériaux devront être acheminés au fur et à mesure des besoins.

De même, les terres excédentaires, gravats, pierres, débris... seront remisés à un emplacement dévolu à cet effet que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du cimetière. En cas de fouilles effectuées dans les sépultures reprises, l'intervenant devra s'assurer qu'aucun ossement ne soit présent. Si cela devait être le cas, il le déposerait immédiatement dans les boîtes à ossements puis à l'ossuaire.

Il est interdit de déplacer les monuments des autres sépultures entourant la concession sur laquelle les travaux sont effectués.

Aucun travail ne sera toléré le dimanche et les jours fériés sauf sur demande expresse du Président du SIVOM et cela en cas d'urgence.

A chaque veille des journées précitées, les emplacements en travaux devront être nettoyés par l'entreprise qui en a la charge.

En semaine, les entrepreneurs respecteront les horaires d'ouverture du cimetière.

A l'approche d'un convoi funéraire, il est demandé que les travaux soient arrêtés et que les ouvriers adoptent une attitude décente.

Lorsque la construction aura atteint le niveau du sol, l'entrepreneur préviendra le SIVOM du littoral des Maures qui fera procéder au recollement de l'emplacement concédé.

Une fois les travaux terminés, l'entreprise est en charge du nettoyage de la concession et de ses abords. Elle prévient ensuite le SIVOM qui viendra constater la fin effective des travaux. A défaut, le SIVOM pratiquera elle-même la remise en état qui sera à la charge des constructeurs. Cela, après mise en demeure non suivie d'effet et dans un délai de 15 jours.

En cas de dépassement de la surface concédée, le SIVOM suspendra immédiatement les travaux. Elle demandera au concessionnaire la remise en état du terrain occupé et le cas échéant pourra demander la destruction du monument pour remise aux normes. A défaut, un juge administratif sera saisi aux fins de mise en conformité.

L'exhaussement d'un tombeau suppose que tous les défunts inhumés depuis moins de 8 ans soient exhumés pendant les travaux. Les corps des personnes inhumées depuis plus de 8 ans pourront être laissés sur place à la condition qu'ils soient protégés par une aire en planche enduite de plâtre.

Les plantations sur la surface de la concession pourront être faites et se développer à la condition qu'elles n'empiètent pas sur le passage ou sur les concessions environnantes. De plus, leur pousse ne doit pas gêner la vue. Dans tous les cas, elles devront être entretenues régulièrement. A défaut, le concessionnaire sera mis en demeure sous 8 jours, le SIVOM rédigera un procès-verbal et saisira le juge pénal et le juge administratif afin d'imposer les travaux d'entretien.

• **Travaux avant inhumation**

Tout creusement de sépulture en pleine terre devra être solidement étayé.

Les parties de caveau ou monument funéraire enlevées pour procéder à l'ouverture de la sépulture en vue d'une inhumation devront être déposées sur la concession (ou, si cela n'est pas possible, sur un emplacement désigné par l'autorité administrative) et rangées de manière à ne pas gêner la circulation ni nuire aux sépultures voisines.

La sépulture sera bouchée par des plaques jusqu'au dernier moment précédant l'inhumation.

Article 44 : Monuments funéraires menaçant ruine

La procédure de mise en sécurité prévue aux articles L.511 et suivants, et R.511-1 du CCH, a pour objet de protéger la sécurité et la santé des personnes.

Elle doit notamment être engagée afin de remédier aux risques présentés par les édifices ou monuments funéraires qui n'offrent pas les garanties de solidité nécessaires au maintien de la sécurité des occupants et des tiers.

La situation de danger doit être constatée par un rapport des services municipaux ou intercommunaux compétents, ou de l'expert désigné par le tribunal administratif à la demande du Président du SIVOM du littoral des Maures.

Si ce rapport conclut à l'existence d'un danger, une procédure de mise en sécurité doit alors être engagée. Elle peut l'être selon deux modalités :

- soit par le biais d'une procédure de mise en sécurité « ordinaire », qui est une procédure contradictoire formalisée, si le danger présenté par l'immeuble n'est pas immédiat,
- soit par la procédure d'« urgence », en cas de danger imminent, manifeste ou constaté par le rapport susmentionné et qui permet d'édicter les mesures indispensables pour faire cesser ce danger sans procédure contradictoire avec le propriétaire.

Titre VII : Dispositions d'application**Article 45 : Pouvoir de police du Président du SIVOM du littoral des Maures**

Le Président du SIVOM assure la police des funérailles, du cimetière et des sépultures, conformément aux articles L.2223-7 à L.2223-15 et de R.2213-2 à R.2213-50 du Code général des collectivités territoriales qui portent notamment sur :

- le mode de transport des personnes décédées,
- les inhumations et les exhumations,
- le maintien du bon ordre et de la décence dans les cimetières.

Il veille à ce que toute personne décédée sur la commune puisse être inhumée décemment sans distinction de croyance, de religion et sans tenir compte des circonstances du décès.

Si la personne décédée est démunie et qu'aucune personne ne peut pourvoir à ses funérailles, alors le Maire de la commune considérée se charge des obsèques et de l'inhumation. La commune pourra se faire rembourser auprès des héritiers éventuels de la personne décédée.

Les lieux de sépulture, autres que le cimetière intercommunal de Pardigon, sont sous l'autorité des maires de Cavalaire-sur-Mer et de La Croix Valmer.

Article 46 : Atteintes au respect dû aux morts et atteintes aux règles d'hygiène et de salubrité

Toute personne qui pénètre dans le cimetière intercommunal de Pardigon doit s'y comporter avec la décence et le respect dus aux morts.

Dans cet esprit, il est notamment défendu :

- d'escalader les murs de clôture du cimetière, les grilles ou grillages de sépultures, de monter sur les arbres et monuments funéraires, de pénétrer dans les chapelles, de marcher ou de s'asseoir sur les pelouses entourant les tombes, d'écrire sur les monuments et pierres funéraires, de couper ou d'arracher des fleurs ou plantes sur les sépultures d'autrui, d'endommager d'une manière quelconque le cimetière en général et les sépultures ;

- de déposer des ordures ou des déchets dans les parties du cimetière autres que celles réservées à cet usage ;
- d'y jouer, boire, manger et fumer ;
- de photographier ou filmer à l'intérieur du cimetière sans une autorisation du SIVOM du littoral des Maures et éventuellement des concessionnaires s'il s'agit de reproduire l'aspect d'un monument ;
- l'entrée du cimetière aux gens ivres, aux visiteurs accompagnés par des chiens ou autres animaux domestiques même tenus en laisse (sauf pour les personnes malvoyantes), à toute personne qui ne serait vêtue décemment, aux mendiants à l'intérieur comme aux portes du cimetière ;
- les cris, les chants (sauf ceux prévus dans le cadre d'une cérémonie funèbre), les conversations bruyantes, les disputes à l'intérieur du cimetière.

Les personnes admises dans le cimetière intercommunal de Pardigon, ainsi que les ouvriers y travaillant, qui ne s'y comporteraient pas avec toute la décence et le respect dus à la mémoire des morts ou qui enfreindraient une des dispositions du règlement seront expulsées ou pourront être interdites de séjour par les responsables du cimetière. Dans les cas les plus graves, des poursuites judiciaires pourront être engagées contre le ou les auteurs de délits pénaux.

Article 47 : Autres interdictions

Les affiches et tableaux d'affichage autres que ceux apposés par le SIVOM du littoral des Maures sont interdits sur les murs et aux portes du cimetière.

Il est également interdit de distribuer des tracts, prospectus, journaux et autres supports publicitaires sont interdits.

Il est interdit de faire des offres de services aux visiteurs et aux personnes suivant les convois tant à l'extérieur qu'aux abords du cimetière.

Le personnel municipal et intercommunal intervenant dans le cimetière comme les employés des entreprises de services funéraires ne peuvent demander aux familles des émoluments ou gratifications à quelque titre que ce soit.

Il est interdit de tenir des réunions ou regroupements autres que celles consacrées au culte et à la mémoire des morts.

Les objets funéraires, fleurs, arbustes, monuments ne peuvent être déplacés ou transportés hors du cimetière sans une autorisation du Président du SIVOM.

Article 48 : Circulation des véhicules

La circulation et le stationnement de tous véhicules sont rigoureusement interdits dans tout le cimetière à l'exception des :

- véhicules funéraires (corbillards) ;
- véhicules techniques communaux, intercommunaux et de police ;
- véhicules des entrepreneurs de monuments funéraires ;
- véhicules des fleuristes dans le cadre des livraisons ou de l'entretien des sépultures ;

Les véhicules admis dans le cimetière ne pourront circuler qu'à l'allure de l'homme, au pas. Les bicyclettes et cyclomoteurs y sont interdits.

Les familles ne sont pas autorisées à suivre, en automobile, le fourgon funéraire jusqu'au lieu de l'inhumation.

Cependant, l'autorité administrative peut accorder des autorisations exceptionnelles de circulation en automobile, notamment aux personnes transportant des personnes infirmes, ou à celles pouvant faire la preuve de leur incapacité de se déplacer à pied. Dans tous les cas, la vitesse maximale autorisée est de 5 km/heure.

Article 49 : Utilisation du four pour le brûlage des bois résiduels

Il est mis à disposition des entreprises funéraires un four dans lequel il est possible de faire brûler les bois provenant des exhumations. Son utilisation est gratuite.

Son usage ne pourra se faire qu'en présence d'un représentant du SIVOM qui veillera à une utilisation normale. Ainsi, la quantité de bois à incinérer sera strictement limitée afin de ne pas mettre en péril l'ouvrage.

Les lieux disposent d'une zone de séchage préalable qui sera à utiliser obligatoirement si d'ailleurs les bois exhumés sont trop humides.

Le nettoyage des lieux après intervention incombe à l'entreprise qui en a fait usage.

Article 50 : Sanction

Les infractions aux dispositions du présent règlement constatées feront l'objet d'un procès-verbal. Les contrevenants seront passibles de poursuites pénales sans préjudice des actions de justice qui pourraient être intentées par les victimes de dommages éventuels.

Article 51 : Exécution

Messieurs les co-directeurs du SIVOM du littoral des Maures, Monsieur le commandant de la Brigade de Gendarmerie, Messieurs les chefs des Polices Municipales cavalaire et croisienne, le directeur du service cimetière du SIVOM, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui fera l'objet des mesures de publicité requises.

Cavalaire-sur-Mer, le 25 novembre 2024

Le Président,

Philippe LEONE
Maire de Cavalaire-sur-Mer

